

Dans la logique des travaux menés par le Groupe de recherche histoire et sciences politiques sur les zones de contact entre les deux disciplines, cette journée voudrait s'interroger sur la rencontre possible entre des problématiques issues de l'historiographie récente et celle relevant du champ des politiques publiques, deux domaines qui se croisent rarement sauf pour les historiens qui s'attachent à l'évolution des institutions ou pour les politistes qui s'intéressent à l'histoire comme un « réservoir » d'études de cas. Cette rencontre souhaite prendre en compte deux registres distincts.

Le premier concerne l'émergence de nouvelles « politiques publiques du passé », une notion venue de l'historiographie allemande (*Vergangenheitspolitik*), parfois déclinée sous le terme moins neutre de « politiques publiques de mémoire ». Celle-ci recouvre, de prime abord, l'ensemble des dispositifs ayant pour objet de promouvoir des représentations et des usages spécifiques du passé dans le présent (politiques du patrimoine, politiques de commémoration, formes de réparation et/ou de reconnaissance, « lois mémorielles », etc.). Si l'action publique s'est toujours préoccupée d'une manière ou d'une autre d'histoire, la situation contemporaine pose à l'évidence de nouvelles questions quant au champ de plus en plus étendu de ces politiques, quant à certaines de leurs caractéristiques (comme la volonté plus ou moins inédite de légiférer rétroactivement sur le passé), quant à l'internationalisation des dispositifs mis en place (comme la généralisation des « commissions d'historiens »). L'objectif est ici de croiser des analyses issues, d'un côté, d'une sociologie et d'une histoire de la mémoire, qui s'est plutôt penché sur les contenus, les variations dans les représentations et les usages du passé, sur les acteurs ou vecteurs de mémoire, et des problématiques issues des politiques publiques, lesquelles se sont encore peu investies dans ces domaines de l'action publique.



Le second axe de réflexion relève d'un autre registre puisqu'il s'agit de se pencher sur le temps comme variable essentielle de l'action publique, en mettant l'accent sur le « passé » entendu ici dans un sens général. Que l'on parle de « *path dependency* », de l'action publique comme héritage, de critères d'évaluation du changement, on soulève à chaque fois une question implicite qui est la manière dont les acteurs s'inscrivent à la fois dans une durée et dans une temporalité, deux questions qui intéressent par définition les historiens. Or, force est de constater que ces derniers se sont peu intéressés (sauf exception) à la dimension temporelle de l'action publique, qui constitue un point de rencontre privilégié entre les deux disciplines, quant aux politistes (sauf quelques exemples remarquables), ils mobilisent rarement l'épistémologie historique pour aborder ces problèmes.

La rencontre entre histoire et champ des politiques publiques se ferait donc ici par l'analyse croisée d'un champ d'application de l'action publique (l'histoire et/ou la mémoire) et par un échange sur les outils conceptuels respectifs qui peuvent permettre de comprendre la temporalité d'une action publique en général.



ISP • Institut des
Sciences sociales du
Politique



Journée d'études

Histoire et politiques publiques

Mardi 30 juin 2009

Organisée par :

- l'Association française de science politique (groupes « histoire/science politique » et « politiques publiques »)
- l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP, CNRS)
- l'Institut des sciences sociales du politique (ISP, CNRS - université Paris Ouest - Nanterre La Défense)
- le Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA, CNRS - université Paris 2)

MARDI 30 JUIN 2009

La journée se déroulera dans
la salle du Conseil
de
L'Institut d'études politiques de Paris
13 rue de l'Université 75007 Paris

Entrée libre

dans la limite des places disponibles

Contact : guillaume.mouralis@u-paris10.fr
henry.rousso@ihtp.cnrs.fr
surel.yves@neuf.fr

MATINEE

9h 00 – 9h 30 - **Introduction:** Guillaume Mouralis,
Henry Rousso, Yves Surel

1^{ère} session (9h30 - 13h)

Les politiques publiques du passé

sous la présidence de Sandrine Lefranc (CNRS, ISP
Nanterre)

9h 30 - 10h 00 : Guillaume Mouralis (CNRS, ISP
Nanterre)

*Les cadres « juridiques » de la mémoire du
communisme en Allemagne*

10h 00 - 10h 30 : Discutant : Philippe Bezès (CNRS,
CERSA, Paris II)

10h 30 - 11h 00 : Discussion

11h 00 - 11h 30 : Sarah Gensburger (ISP, Nanterre)

*Les politiques publiques de la mémoire
existent-elles ?*

11h 30 - 12h 00 : Discutant : Olivier Dumoulin
(Université de Caen)

12h 30 - 13h 00 : Discussion

APRES - MIDI

2^{ème} session (14h - 17h)

Le passé, variable de l'action publique

sous la présidence de Peter Schöttler (IHTP & Max
Planck Institut für Wissenschaftsgeschichte)

14h 00 - 14h 30 : Patrick Garcia, (IHTP & Université
de Cergy-Pontoise)

*Les catégories temporelles des
commémorations en France*

14h 30 - 15h 00 : Discutant : Yves Surel (Université
Paris 2)

15h 00 - 15h 30 : Mathias Delori, (Max Weber
Fellow, Institut Universitaire Européen, Florence)
*L'OFAJ et la prise en compte du passé dans
une action publique*

15h 30 - 16h 00 : Discutant : Henry Rousso (IHTP)
16h 00 - 16h 30 : Discussion

16h 30 - 17h 00 : **Conclusion** : Michel Offerlé (ENS
Paris)